

haut niveau, et en temps opportun à partir de la base.

Il s'agit pour *n'importe quel* leader de *n'importe quel* pays d'un effort d'une proportion *presque* inimaginable. Car nous ne sommes pas en présence d'une simple retouche. Nous assistons à une modification massive et structurale qui touche tous les secteurs et toutes les couches de la société. Et nous sommes témoins de changements d'attitude et d'état d'esprit tout autant que de l'évolution des composantes concrètes de la société.

Cette tâche déjà si difficile est encore plus malaisée pour un leader *soviétique*.

L'Union soviétique est une société dont le potentiel de richesse est considérable — un territoire immense, une grande population, une abondance de ressources. Par contre elle est constituée d'une société dont on a sapé la vitalité, d'une économie exempte d'esprit d'initiative et d'une population privée de liberté et poussée au conformisme.

M. Gorbatchev doit non seulement réformer sa société, il doit enseigner au peuple à *vouloir* la réforme, c'est-à-dire, à remplacer la complaisance par l'esprit d'initiative, le conformisme par le goût de la variété, le défaitisme par l'optimisme, et le collectivisme par l'individualisme.

Qu'a-t-il résolu de faire, et pourquoi?

À mon avis, il a découvert une vérité simple mais profonde : le système soviétique du passé n'a pas été efficace, il ne le sera pas et il ne *peut pas* l'être. Il s'est soldé par un échec, un échec monumental.

Il sait aussi que le changement nécessite plus qu'un slogan, un plan quinquennal adapté, un congrès spécial ou une assemblée plénière du Parti; il nécessite une révolution.

Et donc on tient des *élections*. Pour la première fois, des millions de citoyens soviétiques votent librement et ont le choix entre plusieurs candidats. Une vraie campagne électorale, avec débats et divergences d'opinions. Et comme résultats? Les réformateurs sont élus. Un membre expulsé du Politburo, Boris Yeltsin, a remporté une victoire éclatante. Par ailleurs, la vieille garde a été rejetée dans de nombreux endroits par un acte pour le moins extraordinaire : la majorité des électeurs l'ont rayée des bulletins, même lorsqu'il s'agissait de candidats uniques. De quoi faire trembler un politicien canadien.

Évidemment, ce n'est pas une démocratie à l'occidentale. Le Parti commu-

niste gouverne encore. Les limites demeurent sévères. La fleur n'est encore qu'au stade du bouton.

Mais c'est un début, un printemps. Un début qui n'est tout de même pas dénué d'importance, car une fois que la population est libre d'exprimer ses vues, il est difficile de la soumettre.

Les Soviétiques sont aussi engagés dans une *réforme économique* fondamentale. Des mots nouveaux sont lancés : décentralisation, privatisation, et point suprême du capitalisme — profit. Sur ce point, l'enjeu est de taille et les difficultés considérables. Il va droit au cœur de la structure favorisant les privilèges, la corruption et la complaisance qui ont caractérisé le cauchemar soviétique. Il exige aussi que des possibilités et des choix soient offerts et que les travailleurs les perçoivent comme quelque chose de valable.

Cet appel à l'esprit d'initiative, cette exhortation à travailler plus diligemment et avec fierté constituent le domaine où M. Gorbatchev est le plus vulnérable. Car c'est donnant, donnant. Les travailleurs soviétiques veulent une preuve que leur travail sera récompensé. Il faut les inciter. Leur attitude ne changera pas du jour au lendemain simplement parce que quelqu'un le leur demande. Il faut les convaincre. Et jusqu'à présent, les preuves ont surtout brillé par leur absence.

Le dilemme est évident : L'économie soviétique ne s'améliorera pas tant que les attitudes et les comportements n'auront pas changé. Par contre, les attitudes et les comportements ne changeront pas tant que l'économie ne se sera pas améliorée. C'est là le plus pressant écueil que la révolution de M. Gorbatchev devra surmonter.

Il se produit par ailleurs un autre changement fondamental, moins connu mais tout aussi important : M. Gorbatchev veut réformer le *système juridique*. Une grande partie des travaux a été discrètement entamée à huis clos. C'est un domaine dont on ne peut sous-estimer l'importance. Il montre que M. Gorbatchev veut instaurer une société moins arbitraire, moins capricieuse et moins cruelle. Il tente en réalité d'en faire une société gouvernée par des lois, des lois qui, même si elles sembleraient répulsives pour beaucoup d'entre nous, sont tout de même des lois — avec des recours, des droits, des devoirs et des responsabilités. S'il échoue, ses compatriotes n'auront pas la certitude que le système a changé. Et

s'il ne protège pas les progrès qu'il a accomplis au moyen de garanties juridiques, son propre pouvoir en sera affaibli.

Et de part et d'autre, on récrit l'histoire. Tout comme le présent est marqué par la précarité et l'avenir par l'incertitude, le passé — autrefois gravé dans la pierre — a été réduit en miettes. Les anciennes idoles ont été discréditées, Joseph Staline est maintenant perçu comme la cause de l'échec économique soviétique. Leonid Brejnev est maintenant accusé d'avoir institutionnalisé la stagnation. Des événements qu'on n'osait mentionner sont maintenant documentés — qu'il s'agisse des purges sanglantes de la période d'avant-guerre ou du pacte Staline-Hitler pour démanteler la Pologne. On encourage la critique. On dit à Moscou que le problème le plus difficile aujourd'hui est de « prédire le passé ».

C'est à la lumière de cette révolution à multiples facettes que nous devons évaluer la nouvelle réalité des relations Est-Ouest. M. Gorbatchev croit que la prospérité et les progrès internes ne seront assurés que par la paix avec les autres pays. Il ne s'agit pas seulement de réduire la pression des besoins militaires sur des ressources limitées. Il faut aussi démontrer la stabilité et le prestige du pays à l'étranger pour favoriser la stabilité et le prestige à l'intérieur. Ensuite, il faut tenter de tirer parti de l'énergie et des ressources du système économique occidental pour aider l'économie soviétique à s'extirper de sa torpeur anachronique.

Sur la scène de la politique mondiale, M. Gorbatchev a insufflé à la politique étrangère soviétique de nouvelles règles, de nouveaux objectifs et de nouvelles attitudes. Le retrait de l'Afghanistan, une approche plus constructive face à l'Afrique du Sud et au Moyen-Orient, voilà autant de preuves d'une volonté de faire des compromis, de chercher des solutions réalistes et de se soustraire à l'agitation et à l'obstruction pratiquées par le passé.

La réforme en Europe de l'Est n'est pas seulement tolérée, elle est encouragée. La Pologne et la Hongrie se dirigent vers une forme de démocratie pluraliste sans que Moscou ne s'y oppose. Et les régimes répressifs de l'Allemagne de l'Est, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie sont critiqués par Moscou pour leur adhésion à des méthodes anciennes et cruelles.

Une nouvelle attitude a vu le jour face aux organismes internationaux et à la